

PORTUGAL après l'arrestation de Carvalho

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI

23

JANVIER

1976

N° 91

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ACCORD

SYRIE LIBAN OLP

Les phalanges le respecteront - elles ?

L'accord conclu hier matin entre les représentants de la Syrie, du Liban, et de la Résistance Palestinienne pourrait être la dernière chance du rétablissement d'un équilibre, fût-il provisoire, au Liban. Conformément à ce règlement, les six officiers supérieurs des trois parties ont donné hier soir l'ordre de cessez-le-feu pour 20 heures.

Diverses hypothèses circulaient hier soir sur les clauses du compromis. Les revendications de la gauche libanaise concernant une réorganisation de l'État seraient prises en considération ; la Résistance renouvellerait son engagement de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Liban. Chose négative, si elle devait se confirmer, certains camps de Beyrouth, jusqu'ici sous le contrôle de la Résistance (conformément aux accords du Caire de 1969) devraient être démilitarisés.

Dans les derniers jours, la situation s'était considérablement aggravée, particulièrement avec l'occupation et le «nettoyage» du quartier de la Quarantaine par les phalanges, et l'intervention de l'aviation contre des positions de la Résistance à proximité de certains camps palestiniens. Mais la riposte des forces patriotiques, l'action défensive des fedayin, mettaient en difficultés les forces de droite, tandis que l'unité de l'armée était compromise par l'intervention unilatérale de l'aviation.



Le camp palestinien de Dbayeh : derrière le passage des phalanges, la ruine et la désolation

Aussi, deux voies se dégageaient pour les forces pro-impérialistes : soit accepter un accord temporaire leur permettant, comme lors des précédents cessez-le-feu, de refaire leurs forces avant de se lancer dans de nouvelles provocations. Soit de faire appel aux États Unis ou à Israël. C'était le choix fait par Camille Chamoun, le ministre de l'in-

térieur pro-US, qui dénonçait avant-hier frénétiquement une intervention syrienne imaginaire, alors que les dirigeants sionistes s'étaient déclarés prêts à agir dans le cas où elle aurait lieu. Hier après-midi encore, il refusait absolument les termes de cessez-le-feu, auquel Gemayel, chef des phalanges, serait plus favorable, au moins en apparence.

Ainsi, la question d'une intervention israélienne au Liban reste, jusqu'à nouvel ordre, en suspens. Si le plan américain pour la région comporte l'étouffe-

ment de la Résistance Palestinienne, il suppose aussi que se maintienne la division du front arabe, instaurée par l'accord sur le Sinaï, qui coupe l'Égypte de la Syrie. Toute agression israélienne risquant de remettre en cause cet élément, Washington pourrait encore parier sur le pourrissement de la situation au Liban pour neutraliser la Résistance. Telle est l'alternative que les USA, Israël et les forces de droite libanaises trancheront probablement dans les prochains jours.

Jean LERMET

EN DEUX ANS
110 000 NAISSANCES
EN MOINS

la crise... et la natalité

voir p. 3

BOMBE DANS UN LOCAL DE MOON

«FINALEMENT CELA NOUS A FAIT UNE PUBLICITÉ GRATUITE» DÉCLARE CYNIQUEMENT UN RESPONSABLE voir p. 3

SOMMAIRE

- Usinor - Valenciennes - : pour le P«C»F, la lutte, c'est l'aventure p. 2
- Cognac : 5 000 viticulteurs dans la rue p. 4
- A. Sanguinetti limogé : la politique de faiblesse de l'impérialisme français face aux superpuissances, mise en cause p. 5
- Kissinger à Moscou p. 8

demain samedi
le Quotidien du Peuple
paraîtra sur douze pages

LUTTES OUVRIERES

USINOR (Valenciennes)

POUR LE PCF, LA LUTTE C'EST L'AVENTURE

VAINCRE LA RÉPRESSION

A Usinor Valenciennes, 1200 licenciements prévus, l'action commencée (débrayages, manifestations) est positive car elle s'appuie sur le bilan des tentatives menées depuis 3 ans, qui ont montré à l'évidence qu'il était vain de s'en remettre pour obtenir nos revendications sur la bonne volonté des capitalistes. En 72, un premier dossier est présenté ; en 73, un plan de sauvegarde qui, s'il a permis de démonter les arguments de la direction sur la « crise », n'a pas permis d'empêcher les licenciements. « On a voulu discuter, mais on n'a pas pris en compte nos arguments ». Alors aujourd'hui, dans les sections syndicales, on le dit « il faut durcir nos positions ».

ENGAGER UNERIPOSTEEFFICACE

Mais quelle lutte mener ? Engager le combat, c'est vaincre l'obstacle que la bourgeoisie met en avant dans chaque lutte aujourd'hui : la répression, qui à Trith, s'est déjà manifestée lors du blocage de la voie ferrée, une des toutes premières actions.

Car, si une partie des travailleurs n'a pas participé à toutes les actions jusqu'ici (barrage de l'autoroute, de la voie ferrée) c'est aussi à cause de cela : l'idée « qu'il vaut mieux se tenir à carreau » vient aussi de la peur de la répression, des licenciements. Mais vaincre cet obstacle, c'est déjà combattre les idées démobilisatrices largement répandues par le P.C.F. qui, lors du blocage des voies ferrées, par exemple, par les travailleurs CGT et CFDT, est venu traiter les ouvriers de « provocateurs », « d'aventuristes », par l'intermédiaire de sa section locale et du maire révisionniste.

Usinor, à Valenciennes, restructure ; cela veut dire 2 000 licenciements et, 2 000 autres emplois indirects supprimés dans la ville de Trith, où se trouve l'usine. Contre ce plan, il faut dès aujourd'hui engager la lutte, mais pas à la va-vite, avec une dizaine de manifestations avec les élus, durant 1 an et quelques pétitions symboliques ; cette voie démobilisatrice, que dès aujourd'hui les faux communistes du P.C.F. tentent d'imposer, il faut l'écartier. La voie pour gagner passe par l'établissement d'un rapport de force solide, donc par un plan de bataille efficace discuté par tous les travailleurs. Combattre l'obstacle de la répression de la bourgeoisie, mener la lutte quotidiennement contre le défaitisme adopter des formes de lutte hardies. Voilà quelques unes des conditions pour la victoire, c'est ce dont nous avons discuté avec les travailleurs.

ET VAINCRE LA DÉMOBILISATION RÉVISIONNISTE

Il faut combattre cette démobilisation opérée par le P.C.F., démobilisation qui consiste à parquer le combat des travailleurs dans des formes de lutte non efficaces, car uniques, donc non mobilisatrices : manifestations avec les élus locaux, pétitions, délégations, s'appuyant ainsi sur des initiatives dont justement la pratique a prouvé à Usinor comme ailleurs, qu'elles ne permettaient pas aux travailleurs de gagner. Un ouvrier syndicaliste nous dira : « On ne peut séparer la lutte contre la répression de la lutte revendicative ». Il

faut donc riposter d'une manière appropriée : « il faut donc ne plus être aussi timide que l'on a été dans les formes de lutte ». Vaincre l'obstacle de la répression, c'est déjà s'appuyer sur les actions positives qui ont eu lieu et ont montré ce qu'il fallait opposer à l'intransigeance de la direction : « quand nous avons occupé la voie ferrée, les CRS étaient plus nombreux que nous mais ils ne sont pas intervenus ». Pourquoi ? c'est bien parce que les travailleurs étaient déterminés et que cette détermination a amené dès cette époque le soutien de la population : Usinor doit compter avec.

Mais gagner c'est beaucoup d'autres choses : il faut

enlever, on en discute ici, ce qui fait la force de la direction : l'usine, « couper l'usine de l'extérieur ». Etablir un rapport de force c'est s'appuyer sur l'ensemble des travailleurs afin de libérer toutes les initiatives ; mais, dès 1973, la direction du syndicat CGT a refusé la proposition de faire une intersyndicale permettant une plus grande efficacité : les faux communistes du P.C.F. qui ont accaparé la direction de la section CGT se sont opposés à l'aspiration des militants CGT et CFDT : là aussi, dans nos sections syndicales, il faut nous battre pour l'unité sur la base de nos intérêts !

Enfin, gagner, c'est mener la lutte au niveau du trust tout entier : ici, ce sont 2000 licenciements, ailleurs, ce sont les cadences comme à Dunkerque qui augmentent. Comme on le voit, c'est un même combat contre la restructuration qu'il est possible, nécessaire de mener : lutter contre les cadences, c'est aussi lutter contre le chômage. Là aussi, il faut aller au-delà des délégations de soutien et coordonner l'action dans tous les secteurs : Dunkerque, Longwy, etc... Cette idée fait son chemin.

Richard FEUILLET



en bref un patron à court d'idées

C'est la grève aux brasseries de Basse-Yutz, à Drancy. Les travailleurs ont décidé de cesser le travail, suite aux menaces de la direction de licencier 22 d'entre eux, voulant faire faire le travail avec moins de personnel. Cette rentabilisation accélérée de la production, n'est pas nouvelle puisque cette usine a été reprise il y a 5 ans, par « l'union des brasseries » (33 Export). A l'époque, déjà, il y avait eu des licenciements. La direction veut faire plier les travailleurs et elle vient d'annoncer qu'elle refuserait de discuter tant que les travailleurs ne reprendraient pas le travail. Pour elle, lutter est synonyme de menaces. De plus, d'après elle, « la grève ferait perdre la clientèle ». Mais ces arguments n'ont pas arrêté les travailleurs, au contraire, ils ont décidé de se servir de ce moyen de pression. Alors, la direction aujourd'hui entreprend une autre manœuvre : le directeur commercial, homme « au cœur large » propose de prendre la place d'un licencié, devant prendre sa retraite bientôt, ce qui lui permettrait de toucher quelques millions supplémentaires ! Il risque d'être déçu !

tissages et soieries réunies, ateliers à Grand-Croix (Loire) non aux mutations !

Dans l'atelier Grand-Croix de l'usine TSR (St. Etienne), les ouvrières sont en grève et occupent l'usine avec le soutien de la CGT et de la CFDT.

Pourquoi ? Le patron veut les envoyer travailler au « moulinage » mais elles refusent car dans cet atelier les horaires sont à 32 heures. De plus, le patron propose aux travailleurs : « Si le moulinage ne vous intéresse pas, allez ailleurs ».

Ailleurs ? L'entreprise Fleury sort de grève contre les licenciements, l'entreprise Vannier licencie.

Donc ce qu'elles veulent, c'est :
• l'emploi sur place donc pas de déménagement de machines, et aussi que les problèmes se règlent d'une façon générale sur l'ensemble de tous les ateliers.

Nous avons rendu visite à ces travailleuses. « Nous occupons l'usine par roulement des 3x8, nous dit l'une d'elle, nos maris et nos parents soutiennent l'action pour que les problèmes des gardes d'enfants soient résolus ». Le mari de cette femme approuvait fortement que sa femme se soit mise en lutte. Pour la plupart de ces ouvrières, c'était leur première grève, il y a même actuellement dans l'équipe qui fait l'occupation, deux femmes enceintes.

La solidarité s'est développée sur les autres usines, une manifestation a eu lieu le lundi 19. 300 personnes environ de Cegedur, Marelle, Fortex, Fleury, Laffont, usines de la vallée du Gier et les autres ateliers du groupe étaient également présents à la manifestation. D'après ce que nous a dit une ouvrière : « Les idées de LIP et de Cerisy flottent dans l'air ».

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au mois d'octobre 1975, le père d'une jeune fille mineure porte plainte contre les femmes du MLAC pour manœuvre abortive, exercice illégal de la médecine et coups et blessures. C., la jeune fille ne veut pas assumer une grossesse seule, elle décide donc d'avorter. Mineure et sans l'accord de ses parents, elle ne peut bénéficier de la nouvelle loi sur l'avortement, elle s'adresse donc au MLAC. En fait, elle n'avait pris sa décision que parce qu'elle n'avait aucune autre solution. Dans ces conditions, l'avortement qui se déroulait normalement lui parut d'un coup, alors qu'il était presque fini, une épreuve insurmontable et elle demanda qu'on la conduise à l'hôpital. Une discussion eut lieu pour lui expliquer d'une part que, si elle le voulait, l'avortement serait très rapidement terminé, d'autre part qu'elle prenait le risque, en allant à l'hôpital, d'une plainte de ses parents. Elle décida malgré tout qu'il fallait l'amener à l'hôpital, ce qui fut fait.

Pour nous, l'important est de respecter la volonté des femmes qui s'adressent à nous, c'est à elles de décider comment se déroule leur avortement.

Et le jour où C. sortait de l'hôpital, son père portait plainte contre nous.

Après l'enquête de police, l'affaire avait été suspendue, sur intervention du Ministère de la Justice, semble-t-il. Après les congés de fin d'année, le doyen des juges d'instruction d'Aix reprend l'affaire et convoque 5 des femmes qui ont participé à l'avortement de C., ce mardi 20 janvier, pour leur notifier leur inculpation. Il semble qu'il agit sur ordre du Ministère de la Justice.

Ces inculpations signifient que le gouvernement ne tolère pas qu'on dénonce le caractère illusoire de ses réformes.

MLAC-CHOISIR
45, rue Manuel
13200 - Aix-en-Provence

le peuple au quotidien

DEUX APPRENTIS NOUS ÉCRIVENT...

Chers camarades,

Je suis une apprentie qui veut faire part de sa situation. Je cherche à informer tous les jeunes de cette situation catastrophique. Je suis apprentie vendeuse en confections femmes : normalement nous devons travailler 42 heures par semaines, mais pour la plupart, nous faisons 45 heures. En général, nous avons les travaux les plus dégoûtants : nettoyer les carreaux, etc... Nous subissons des brimades telles que - « Votre jupe est trop courte » ou « Si tu es là pour ça, tu n'as rien à dire ». De plus, nous avons des salaires dérisoires, il est à 35 % du SMIC - 500,00 Frs par mois - ceci est insuffisant pour subvenir à nos besoins. En plus on nous fait sans arrêt des réflexions : quand je me suis achetée une paire de bottes à 100 Frs, la patronne

m'a vu arriver avec cette paire de bottes et elle m'en a demandé le prix. Elle m'a dit sur un ton ironique : « Combien avez-vous payé ces bottes ? ». Je lui ai dit « 100,00 Frs ». Elle n'a pas trouvé mieux que de me répondre qu'il faut mettre 300,00 Frs pour en avoir une bonne paire ! Mais elle oublie que ce n'est pas avec la paye qu'elle me donne que je peux mettre 300 Frs dans une paire de bottes ! De plus les patrons n'admettent pas beaucoup que l'on soit absent pour cause de maladie ; nous recevons des réflexions désobligeantes telles que : « Le lundi personne ne doit être malade ». Comme si nous choisissons le jour pour être malade ! Nous ne sommes presque pas remboursées par la Sécurité Sociale. De plus pour nos congés nous percevons des sommes minables. Dans

cette branche de métier nous sommes exploitées sur tous les points, nous sommes obligées de nous cacher pour lutter, c'est anormal dans un régime dit démocratique.

« Je suis apprenti plombier et le contrat que j'ai signé, est comme tous les autres c'est-à-dire crapuleux.

Normalement, nous devons faire 40 heures par semaine. Mais hélas, nous en faisons dix, quinze de plus pour un salaire dérisoire ; nous sommes à 35 % du SMIC, c'est-à-dire 500,00 Frs, moins les charges sociales, et tout ce qui s'ensuit ; cela nous fait à peu près la moitié de la paye. De plus nous faisons des travaux dégoûtants : trainer dans les vides sanitaires à plat ventre (0,60 cm de hauteur) à faire du black (peinture au goudron) ; si nous avons le

malheur de protester nous recevons immédiatement des remontrances, telles que « Tu es là pour ça, tu es payé pour ». Ils oublient qu'ils sont bien contents de nous trouver pour faire ce genre de besognes. Si nous essayons d'engager une lutte, nous sommes immédiatement victimes de la répression patronale : menaces de licenciements, brimades et tout ce qui s'ensuit. En fait nous sommes des pions qui se font déplacer, exploiter.

Nous sommes obligés de combattre dans l'ombre, ce qui n'est pas facile.

En somme presque des esclaves, mais le patronat oublie qu'il aura un jour ou l'autre le revers de la médaille.

Il faut combattre, car un droit ça ne se mendie pas, on se bat pour l'obtenir.

POLITIQUE

110 000 naissances en moins en deux ans

LA CRISE... DE LA NATALITE

En deux ans, de 73 à 75, le nombre de naissances en France a diminué de 110 000. C'est ce qu'indique un rapport que vient de publier l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques). La « somme des naissances réduites », addition des taux de fécondité des femmes de 18 à 40 ans est passé de 2,9 enfant par femme en 64 à 1,9 enfant en 75. Or pour que le renouvellement de la population soit assuré, il faut au moins 2,1 enfants par femme. En raison de l'immigration, et de la forte proportion de jeunes, la population continue cependant de s'accroître de 0,6 % l'an. Mais si la tendance à la baisse des naissances se confirmait, elle amènerait un vieillissement de la population, puis sa diminution.

Un examen plus approfondi permet de voir que cette diminution des naissances se traduit par une diminution des familles de plus de deux enfants. Le nombre des familles sans enfant n'a jamais été aussi faible : 6 %. Le rapport de l'INED indique également que la proportion des familles de deux enfants augmente. La question qu'on doit se poser, c'est donc pourquoi les couples hésitent à avoir plus de deux enfants.

DES POINTS DE VUE REACTIONNAIRES

Diverses réponses sont apportées à cette question.

La contraception, l'avortement, ont été mis en cause. Le « Parisien Libéré » participe à cette campagne obscurantiste par un matraquage quotidien contre « la libéralisation des mœurs ». Ceci revient à dire que le taux de natalité ne relève pas de la conscience des hommes mais de leur incapacité à contrôler et décider des naissances. Autrement dit, il faut laisser faire la nature, et ne pas donner aux couples les moyens de décider du nombre de leurs enfants et de la date de leur naissance. Ce point de vue révèle un profond mépris pour les masses, considérées comme des pourvoyeuses d'enfants irresponsables. La baisse de la natalité est antérieure à la généralisation de la contraception, la période précédant la première guerre mondiale a vu une natalité très basse alors

que n'existaient pas les moyens contraceptifs modernes.

Il est également fait appel à des pseudo-explications d'ordre moral : développement de l'égoïsme, entre autres, sans que soit expliqué d'où viendrait cet égoïsme, et en quoi nous serions plus égoïstes maintenant qu'il y a un siècle.



On a aussi recours à des explications d'ordre matériel. Soit pour dire que c'est « l'élévation du niveau de vie » qui serait responsable de la chute de la natalité. De quelle élévation de notre niveau de vie avons-nous bénéficié depuis dix ans ? Soit pour attribuer la diminution des naissances aux mauvaises conditions matérielles : salaires insuffisants, allocations familiales dérisoi-

res, manque de crèches... La solution consisterait alors à améliorer ces conditions matérielles, à augmenter les allocations familiales à partir du troisième enfant. Il est certain que les conditions matérielles jouent un rôle important, mais elles ne suffisent pas à expliquer la baisse de la natalité.

L'AVENIR C'EST LE SOCIALISME

Sinon, comment pourrait-on expliquer que, dans des conditions matérielles extrêmement difficiles, au lendemain de la Libération, le nombre des naissances ait été aussi important.

Le nombre d'enfants dans une famille relève de la décision du couple, elle exprime leur attitude devant l'avenir. La

forte natalité de l'après-guerre était significative du grand espoir porté par la Libération de grands changements sociaux.

Aujourd'hui, que nous réserve l'avenir du monde capitaliste : chômage, exploitation renforcée, menaces de guerre. Ce n'est certainement pas cela qui peut inciter à faire des enfants. Ceci joue plus particu-

lièrement sur les couches de la petite-bourgeoisie.

C'est là directement la conséquence d'un aspect important de la crise, la crise idéologique avec une de ses composantes particulières, la crise de la famille. Ce pessimisme propagé largement par la bourgeoisie, ne fait que refléter son propre manque de confiance, bien justifié, dans son avenir de classe dominante. Bien évidemment, il ne reflète en rien l'intérêt et le devenir de la classe ouvrière. Conscients de l'avenir victorieux de leur classe, les prolétaires n'ont aucun intérêt à limiter le nombre de leurs enfants : au contraire, ils doivent exiger du capitalisme, par leurs luttes, de pouvoir choisir le nombre d'enfants qu'ils auront et de disposer de moyens pour les élever.

Les victoires enregistrées dans ces batailles, préparent la construction du socialisme, qui, seul, pourra garantir aux masses populaires des moyens de développer leur famille sans crainte du lendemain immédiat et des difficultés pour élever leurs enfants.

Serge LIVET

VII^e plan mardi à l'Elysée

UN PROGRAMME DE CRISE POUR 5 ANS

Mardi, s'est tenue à l'Elysée une réunion du conseil de planification consacrée au VII^e plan. Les discussions engagées depuis un an entrent dans leur phase finale : remise d'un projet par le Commissariat au Plan fin mars, qui sera amendé par le gouvernement en avril, et soumis successivement au Conseil Economique et Social en mai et au Parlement en juin.

Il ne faut certes pas surestimer l'importance des décisions prises à cette occasion. Le plan est moins que jamais « l'ardente obligation » qui s'imposerait à l'Etat et aux entreprises et la galéjade de Giscard sur le plein emploi, première

priorité de ce plan paraît-il ne saurait être prise le moins du monde au sérieux. Aucun des objectifs assignés au VI^e Plan (1970-1975) n'a été atteint, et de loin. Les allègements importants apportés par Giscard, dès son arrivée au pouvoir, dans la procédure de préparation du plan le montrent bien. L'intérêt réside beaucoup plus dans les discussions auxquelles son élaboration donne lieu, et qui donnent un aperçu sur les projets économiques de la bourgeoisie pour les 5 années à venir. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces questions dans le Quotidien du Peuple. Mais d'ores et déjà, nous pouvons avoir un aperçu de ce qui se trame.

● emploi : l'objectif est de limiter le nombre de chômeurs à un million en 1980. Tous les rapports s'accordent pour dire que le chômage restera important, et cela même si la durée du travail et l'âge de la retraite étaient abaissés.

● hausse des prix : l'objectif est de la limiter à 8,5 % par an (soit 50 % sur 5 ans !). Il est notamment prévu d'augmenter de 12 % par an les tarifs publics (électricité, train, mé-

tro, etc...), impôts et cotisations sociales augmenteront d'au moins 30 % en moyenne, et probablement plus pour les travailleurs qui sont de plus en plus nombreux à être imposés sur le revenu.

● salaires : l'objectif est de limiter la progression du pouvoir d'achat à 3 % par an.

● l'aide à l'agriculture sera réduite et beaucoup plus sélective par la hausse des taux

d'intérêt des prêts. De nouveaux avantages seront accordés aux placements financiers (actions) et une aide importante est prévue dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications.

Malgré cela, les problèmes du déficit budgétaire, de la balance commerciale, risquent de se poser en permanence tout au long de ces 5 années. Le pilotage à vue

restera sans aucun doute à l'honneur dans les années à venir !

Des divergences se manifestent entre les différents clans de la bourgeoisie. Le gouvernement souhaiterait une croissance réduite (5,5 % par an) et consacrer les efforts au redéploiement et à l'adaptation des moyens d'exploitation des travailleurs (réhabilitation du travail manuel, réforme de l'entreprise, etc...). Une grande partie du patronat, surtout les PME, veulent au contraire revenir à la politique des 10 dernières années, et demandent une croissance plus élevée (6,5 % par an).

Par delà ces divergences, qui montrent la difficulté qu'a la bourgeoisie à s'adapter aux conditions nouvelles de la concurrence, ils sont tous d'accord pour faire supporter tout le poids de la crise, qui s'annonce durable, sur les travailleurs.

Jacques DUBREUIL

En bref

coups et blessures contre un appelé : deux mois ferme

Le lieutenant Lassus du 19^e RG de Besançon a été condamné à 18 mois de prison dont 16 avec sursis par le tribunal permanent des forces armées de Metz. Il avait grièvement blessé un appelé d'un violent coup de pied, lui faisant éclater la rate. Le tribunal militaire a été obligé de le condamner, les appelés du 19^e RG s'étaient révoltés à la suite de cette voie de fait sur un appelé. Peine bien légère cependant, au même moment où une cinquantaine de personnes sont inculpés pour avoir réclamé les libertés démocratiques à l'armée !

ils avaient occupé l'ambassade d'URSS : trois mois ferme

Douze militants anarchistes qui avaient participé à l'occupation de l'ambassade d'URSS pour protester contre l'internement en hôpital psychiatrique des opposants ont été lourdement condamnés. Deux d'entre eux sont condamnés à trois mois de prison ferme, les autres à 6 mois de prison avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve.

Marchais remonte au hit-parade du «figaro»

Le sondage mensuel Figaro-Sofres, donnant la cote des politiciens et partis bourgeois, enregistre une progression sensible du PCF et de Marchais. Les avis favorables au PCF sont passés de 27 à 31 %, les avis défavorables ont diminué : 57 à 52 %. De son côté, Marchais voit sa cote personnelle s'améliorer : 23 % contre 21 %, le mois dernier. Les fabricants d'opinions et de sondages attribuent cette montée à l'abandon des références verbales à la dictature du prolétariat. Si la valeur de Marchais est en hausse à la bourse de Paris, elle est par contre nettement en baisse à Moscou : l'« Humanité » du 9 janvier contenant ses déclarations sur la dictature du prolétariat n'a pas été mise en vente.

BOMBE CHEZ LA SECTE MOON A PARIS

C'est jeudi, vers deux heures du matin, que l'explosion a secoué les immeubles bien bourgeois de la Villa Aublet, en plein 17^e arrondissement. Un médecin d'un immeuble voisin accourt, les voisins s'attroupent, la police arrive, une jeune fille, emmenée sur une civière, hurle. Elle aurait eu une jambe déchiquetée. L'engin explosif n'est visiblement pas dû à des amateurs : l'hôtel cosu qui abritait les adeptes de la secte Moon est dévasté, les vitres sont brisées 50 mètres à l'aronde, des débris de la grille en fer forgé ont été projetés sur les immeubles voisins. Une grue de chantier située à proximité a même été ébranlée. Sa chute aurait pu être très grave, selon le grutier.

Les voisins, dont la situation sociale est en rapport avec le luxe du quartier, sont choqués par l'explosion, mais ils commencent à être excédés de la présence des « moonistes ». Ainsi, dimanche dernier, le père d'un jeune garçon s'est présenté chez eux, prêt à faire un esclandre : on ne voulait pas lui dire où son fils était passé... Car dans le 17^e, la secte de la CIA Sud-Coréenne recrute des enfants de bonne famille, désireux de connaître autre chose que l'étroit carcan de leurs relations familiales. Les fils

d'une concierge d'un immeuble proche, lui, les a envoyés ballader : « ils m'ont baratiné en anglais alors que j'étais déjà en retard pour aller au boulot. Je n'allais pas me laisser faire par ces dingues... » Le commissaire du quartier, déjà saisi de plusieurs plaintes, se dit impuissant : « ils n'enfreignent pas la loi... »

Il reste que l'explosion a fait des blessés, qu'elle aurait pu être bien plus grave. Les moonistes ont immédiatement tout évacué. D'ailleurs, leurs « responsables », tel que celui de Bordeaux que nous avons interrogé n'en semblent pas trop mécontents : « C'est la suite logique de la campagne lancée par l'association des parents... finalement, cela nous a fait de la publicité gratuite ». Comment des parents, sachant que leur enfant était peut-être dans l'immeuble auraient-ils pu y déposer une bombe ? Par contre, le cynisme des responsables moonistes, qui ne doit pas étonner, lorsqu'on sait qu'ils arrivent à faire travailler 16 H par jour les jeunes qu'ils embrigadent, amène à se demander s'ils ne trouvent pas beaucoup d'intérêt à passer aujourd'hui pour des victimes.

Eric BRÉHAT

LUTTES OUVRIÈRES

RIVIÈRE CASALIS (Orléans)

CONTRE LA RÉPRESSION IMPOSONS NOS REVENDICATIONS

Le nom de cette entreprise de matériel agricole n'est pas étranger aux Orléanais. Tout le monde se souvient ici de la mobilisation pour le procès qui avait opposé la direction aux sections syndicales CGT et CFDT au sujet de l'opposition sur les panneaux syndicaux d'une affiche rappe- lant la répression fasciste sévissant au Chili. Prétexte grossier pour essayer de briser la combativité des sections syndicales en lutte depuis six mois contre les 10 ours chômés imposés à Noël '74, et la réduction d'horaires sans compensation de sa- aire.

La direction semble ne pas en avoir tiré la leçon puisque depuis quelque temps, elle cherche à augmenter les cadences. Profitant du lancement d'une nouvelle série, elle a voulu mettre en place un système qui revenait à réduire 15 % de travail en plus pour le même salaire ! Pour imposer son projet, la direction faisait descendre, il y a quelque temps, quatre

chronomètres sur la chaîne. C'était sans compter sur les travailleurs qui refusent d'appliquer les nouvelles cadences, et confisquent le matériel des chronomètres. Devant cette mobilisation, la direction choisit de frapper fort : 3 jours de mise à pied pour le délégué CFDT.

LUTTER CONTRE LA RÉPRESSION

Les travailleurs décident d'accompagner leur délégué à son poste de travail malgré la mise à pied. C'est alors que la direction considérant cela comme «une faute grave», gratifie le délégué de trois nouveaux jours de mise à pied.

C'en est trop ! Pour imposer la levée des sanctions, les travailleurs décident la grève illimitée mercredi dernier, toute la production est bloquée.

Aux deux assemblées générales quotidiennes, on prend en main l'organisation de la grève, des commissions sont mises en place. Les col-

lectes réalisées dans les autres entreprises pour le soutien sont immédiatement réparties aux personnes qui en ont le plus besoin. L'assemblée générale de lundi, proposait une rencontre avec la direction, qui accepte de «négocier» à la condition que le délégué syndical accepte d'être sanctionné pour faute grave ! Mais c'est justement la levée des sanctions contre leur délégué que les ouvriers posent comme préalable à toutes négociations !

ET IMPOSER NOS REVENDICATIONS !

Depuis ce durcissement patronal, les travailleurs ont répondu énergiquement en élargissant leurs revendications : suppression du boni avec un salaire de 2 000 F minimum, augmentation de 250 F pour tous, 13ème mois pour tous, 5ème semaine de congés payés, accord d'entreprise permettant le départ à la retraite à partir de 60 ans avec 80 % du salaire, une heure d'information syndicale payée par mois.

GRIFFET (Marseille)

LE CYNISME DE D'ORNANO

Dans une lettre en réponse à François Billoux, député PCF des Bouches-du-Rhône, Monsieur d'Ornano, ministre de la recherche et de l'industrie, a fait savoir qu'aucun industriel n'était intéressé par la reprise de

Griffet, jugée non rentable. Une déclaration aussi nette n'aurait pas manqué de soulever la juste colère des travailleurs de Griffet, alors, pour mieux faire passer la pilule, d'Ornano s'est empressé de préciser que ses

services s'efforcent de trouver des possibilités d'emploi pour le personnel dans les entreprises marseillaises. Et puisque le ridicule ne tue pas, il a ajouté : «Les perspectives de développement de l'entreprise locale dans le domaine de la mécanique permettent de prévoir la création d'un volume substantiel d'offres d'emploi».

Comme nous le disaient plusieurs travailleurs de Griffet : «Il ne compte quand même pas nous faire avaler ça !»

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE

«Griffet veut vivre ! Griffet peut vivre !»

L'inter-syndicale CGT, CGC et CFDT des établissements Griffet communique :

«Depuis le 26 février 1975 date de leurs licenciements, et de la fermeture de l'usine, les Griffet ont continué bénévolement à renseigner, dépanner et fournir la clientèle en matériel et en pièces détachées...»

Malgré tous les efforts, il s'avère que le ministre de l'industrie, les pouvoirs publics et le patronat, respon-

sables de la situation, n'ont tenu aucun compte de la volonté des travailleurs (...). Ils ont seulement laissé cette situation se dégrader, faisant en sorte que toute solution ne puisse aboutir. C'est pourquoi l'inter-syndicale prend la décision de ne plus honorer aucune demande de fourniture, de matériel ou de dépannage aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise (...).

Griffet veut vivre, Griffet peut vivre !

Monsieur d'Ornano, ce n'est quand même pas à plus de 300 travailleurs en lutte depuis plus d'un an, que vous allez faire croire de telles énormités. On sait qu'il y a 50 000 chômeurs dans les Bouches-du-Rhône et quant aux reclassements hypothétiques, les travailleurs connaissent aussi la chanson : déqualification et perte des avantages acquis.

Les travailleurs de Griffet ne veulent ni licenciements ni «reclassement».

En bref

une nouvelle édition pirate (FFTL) du Parisien Libéré

Dans le «Parisien spécial grève» une large place est faite à l'interview de deux ouvriers arrêtés lors d'un «rodéo». Bien sûr, les questions sont astucieusement posées. «Ce genre d'action est-il bien compris par les autres travailleurs ou bien «Ce genre d'action, est-ce bien syndical ? ne serait-ce pas plutôt de l'aventurisme ?». Mais le fait même que la direction de la FFTL se trouve obligée de reprendre à son compte, ces actions efficaces menées par les grévistes du «Parisien» montre bien les oppositions croissantes qu'elle rencontre au sein de la FFTL. Les violons sont cependant loin d'être accordés dans la CGT comme on a pu le voir avec la condamnation de la mise hors d'état d'une rotative à Amiens, par l'UD-CGT de la Somme. (voir QdP du 21 janvier).

Vet-France (Lisieux) : après la reprise

Après 7 semaines de luttes sans résultat, les ouvrières de Vet France ont dû reprendre le travail. Le patron n'a repris qu'une centaine d'ouvrières, avec une perte d'ancienneté de moitié. Il aurait d'autre part embauché une cinquantaine de personnes pour remplacer les ouvrières qu'il a licenciées. Aujourd'hui, qu'elles soient dans l'usine ou licenciées, de nombreuses travailleuses s'interrogent, indignées, sur les causes de cet échec, sur la responsabilité des permanents de l'UD-CGT. Comment le patron a-t-il pu porter une telle atteinte au droit de grève ? Nous y reviendrons demain.

répression chez Miserez à Vercel (Doubs)

Dans cette petite boîte, pas question d'avoir des activités syndicales, du point de vue du patron, sinon c'est la porte s'en va. Le 11 décembre, les ouvriers se mettent en grève pour protester contre la suppression des pauses, la réduction des primes et d'autres revendications. Dès le début de la lutte, ils créent une section CFDT. Le 16, Henri Pharisat est désigné comme délégué syndical. Le 17 la direction le met à pied et depuis refuse de le réintégrer. Le patron est même allé jusqu'à organiser une manifestation avec sa maîtrise et en collusion avec le maire, pour protester contre le refus de l'inspecteur du travail d'autoriser le licenciement. Ce que voudrait Miserez c'est priver les travailleurs d'un outil de lutte.

PAYSANS EN LUTTE

COGNAC : LA POLICE CHARGE LES VITICULTEURS, 7 BLESSES

Avant-hier, à Cognac, les viticulteurs des deux Charentes ont manifesté puissamment, contre les difficultés de plus en plus grandes qu'ils ont pour écouler leur récolte, victimes de la spéculation. Ce lundi, ils occupaient la maison Courvoisier. Avant-hier, le Comité d'Action Viticole, les représentants du négoce et la SOFIDEC se réunissaient, et, après 4 heures de discussion, décidaient de signer ce qu'ils appellent «un engagement solidaire», en clair, ils acceptaient d'accorder... des miettes ; ils promettaient que d'ici au 30 juin, les viticulteurs auraient écoulé 4 hectolitres d'alcool pur par hectare planté régulièrement. Ce qui fait environ un engagement d'achat de 300 000 litres d'alcool, alors que les accords précédents portaient



gnac, les viticulteurs étaient là. Les dirigeants de l'Union Départementale des syndicats d'exploitant agricole, ceux de la fédération départementale de Charente-Maritime et ceux des centres des jeunes agriculteurs, se

douilleront alors qu'ils se sont battus !

Les viticulteurs, en colère, se rendirent à la préfecture, puis devant le siège du bureau national, encerclés par les CRS. Pen-

dant deux heures, face aux CRS, les viticulteurs affronteront les CRS, montrant qu'ils ne sauraient en rester là, mais qu'au contraire, cette action en préparait d'autres plus grandes encore.

Face aux revendications des viticulteurs, la bourgeoisie ne connaît qu'une réponse : la répression. Ainsi, lors de la manifestation à Cognac, quatre personnes ont été blessées, douze autres ont été arrêtées. De plus, parmi les grenades lacrymogènes lancées par les CRS, une a traversé une fenêtre et a atterri dans une chambre d'enfant, blessant celui-ci ! Voilà le libéralisme à l'œuvre.

sur l'achat de 60 000 litres en plus, dans une première tranche. Comme on le voit, le gouvernement est décidé à s'occuper des viticulteurs !

Mais avant-hier, au théâtre municipal de Co-

sont alors fait huer par près de 5 000 viticulteurs. Beaucoup d'agriculteurs couperont les discours interminables pour dire : «pouvez-vous vivre avec 4 hectolitres d'alcool pur, quand vous n'avez que cinq hectares ?». Les responsables syndicaux bre-

la municipalité PCF d'Aubervilliers et la lutte contre le chômage

Le PCF a mis au point une nouvelle tactique de lutte contre le chômage : la municipalité révisionniste d'Aubervilliers invitait mercredi les chômeurs qui venaient pointer, à prendre l'apéritif avec des gateaux secs. Le maire a profité de cette petite réception pour présenter tout le personnel politique du PCF. Comme on le voit, la campagne pour les municipales commence déjà. L'ennui (pour eux) c'est que ce genre d'action ne mobilise guère les chômeurs. C'est devant 30 personnes que discourait Mr le maire. «Que voulez-vous, disent-ils, les gens préfèrent aller au bistrot». Voilà bien du mépris pour les travailleurs...

POLITIQUE

le limogeage
d'Antoine
Sanguinetti

GISCARDISATION DE L'ETAT-MAJOR

Antoine Sanguinetti, (frère de l'ancien secrétaire de l'UDR), vice-amiral d'escadre, vient d'être limogé, par le gouvernement : celui-ci lui reproche d'avoir pris des positions publiques sans son autorisation, dans la revue «Résistance Nouvelle» et par une série d'articles dans le «Monde» sur «la condition des militaires». Au-delà d'une question d'«autorisation» c'est les positions énoncées qui sont visées.

LES CHOIX DE LA BOUR-
GEOISIE

Ces positions d'un cadre supérieur de l'armée révèlent les contradictions qui se développent au sein de la bourgeoisie française depuis la faillite de de Gaulle. Peut-elle maintenir sa politique d'indépendance nationale vis-à-vis des deux superpuissances ? La majorité présidentielle reflète une tendance affirmée à céder aux pressions de l'impérialisme américain. Ceci provoque l'éclatement de divisions au sein même de la majorité, au sein même de l'UDR où les partisans d'une politique d'indépendance na-

tionale se trouvent chaque jour réduits à l'impuissance.

Le limogeage d'Antoine Sanguinetti, deux ans avant les prochaines élections présidentielles, après le remaniement ministériel, est un élément supplémentaire dans les tentatives de renforcement du camp ouvertement giscardien. Pour s'assurer la docilité de l'état-major de l'armée, Giscard a prévu dans les nouveaux statuts un «congé spécial» qui lui permet par décret de se débarrasser de ceux qui, selon Antoine Sanguinetti, «auraient cessé de plaire».

Fabien VAUDOIS

L'armée conventionnelle française, une des plus faibles d'Europe.



Dans «Le Monde», Antoine Sanguinetti, critiquant le nouveau statut des cadres d'active appliqué depuis le début de l'année, évoque la crise de l'armée au niveau de ses officiers et sous-officiers. Ces mesures «nuiront sans conteste au recrutement futur des officiers, quantitativement, mais aussi qualitativement». «On n'aurait guère agité autrement si l'on s'était proposé de tenter de détourner de cette vocation les élites nationale, puis de pousser au départ le maximum de ceux qui pourront se sentir déçus de s'être fourvoyés dans une voie aussi peu prometteuse». Quant à l'amélioration des conditions matérielles des militaires, celles-ci se feront «au détriment du matériel et de l'entraînement, c'est-à-dire de l'efficacité déjà trop faible de nos forces». C'est ici les capacités opérationnelles de l'armée pour assurer la défense nationale qui préoccupent Antoine Sanguinetti. Et c'est un fait qu'elles sont faibles.

HELSINKI : «UN DANGER
NON NÉGLIGEABLE»

L'autre motif de son limogeage concerne son appréciation de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui peut représenter «un danger non négligeable... en favorisant un certain désarmement moral d'abord, matériel ensuite». En effet, dans un monde où la rivalité des deux superpuissances fait croître le danger de guerre, la conférence d'Helsinki a permis à l'URSS, sous le couvert de phrases sur la «détente», de tenter de masquer le renforcement constant et considérable de son potentiel militaire agressif. En acceptant l'acte final de cette conférence, l'impérialisme français a montré qu'aujourd'hui sa faiblesse le conduit à abandonner certains aspects de la politique d'indépendance nationale conduite par le Gaullisme, à céder aux pressions qu'exercent sur lui les deux superpuissances.

prochaine dévaluation du franc ?

Dans les «milieux informés», c'est-à-dire dans les coulisses du pouvoir, on parle depuis quelques jours de dévaluation du franc. Pourquoi ? Parce que les perspectives du commerce extérieur s'annoncent bien mauvaises pour 1976. L'impérialisme français est de plus en plus incapable de faire face à la concurrence des USA, de l'Allemagne, du Japon... sur les marchés, notamment au Moyen-Orient. C'est le signe de la faible portée de la «politique méditerranéenne» de Giscard. Après les revers commerciaux en Irak, en Iran, la tension actuelle avec l'Algérie en témoigne.

En dévaluant le franc, Giscard tenterait de redresser le commerce extérieur par l'abaissement du prix des exportations françaises. Mais c'est un jeu dangereux car notamment la dévaluation alimenterait l'inflation en élevant le prix des importations. Une nouvelle dévaluation, comme celle d'août 69, serait un mauvais coup porté aux travailleurs, un nouveau facteur de mécontentement populaire. Pas étonnant que Giscard puisse hésiter : sauver le commerce extérieur ou freiner l'inflation ?

GRANDE SYNTHÈSE : UNE MUNICIPALITÉ MODÈLE, POUR QUI ?

Voici ce que nous écrivaient les lecteurs de Grande Synthèse, à propos de leur municipalité : «Cette année, le projet du maire ne rencontre pas du tout l'adhésion qu'il souhaitait. Il s'agit de rénover les HLM les plus anciennes. Pour être fidèle à son image démocratique, M. le Maire s'est donné les moyens de contacter les locataires : une pleine page dans la «Voix du Nord», un tract pour une réunion où se sont déplacées une famille sur six... Le projet est «d'animer les HLM, d'en faire un lieu de rencontre et de repos, où les locataires puissent s'organiser en partenaires sociaux» pour collaborer avec les autorités concernées... A

la question posée, brutale, par les locataires : qui va payer ? La mairie a répondu «démarrons l'opération, on verra après...»

Municipalité modèle pour les prochaines élections municipales, peut-être, mais pas pour ses habitants...

C'est Europe 1 qui vient de décerner une médaille de municipalité modèle, et par là même un brevet de «social» à son maire socialiste, tendance CERES... La municipalité s'enorgueillit aussi d'une polyclinique, mais ce que ne dit pas Europe 1, c'est qu'elle a été obtenue par une mobilisation importante des travailleurs de la ville.

INTERNATIONAL

Portugal : APRÈS L'ARRESTATION DE CARVALHO

NOUVEAU GLISSEMENT A DROITE

DE NOTRE CORRESPONDANT

Antoine JALLIEU

Lundi à 22 H 30, Otelo Saraiva de Carvalho, ex-commandant du COPCON et de la région militaire de Lisbonne, est arrêté et conduit à la prison militaire de Santarem. Cette arrestation intervient à la suite de la publication du rapport préliminaire sur les événements du 25 novembre.

LE RAPPORT SUR LE 25 NOVEMBRE

La décision de publier ce rapport a été prise par le Conseil de la Révolution, réuni le 12 janvier. D'après des sources proches du Conseil, il y a eu cinq voix contre la publication : Melo Antunes étant absent, Charais, Pezarrat, Guerreiro et Costa Gomes (2 voix en tant que président de la république).

Ce rapport n'a été publié qu'après la réunion du 19 janvier du conseil de la Révolution afin que Melo Antunes puisse en prendre connaissance. Une partie de l'enquête a été menée d'une manière non-officielle, un officier de la marine explique que «la commission d'enquête envoyait des camarades d'école ou des bonnes relations avec les militaires à interroger et aucune note n'était prise, c'étaient des discussions amicales... Je pense que beaucoup de camarades se sont laissés prendre».

Le rapport explique les ob-

jectifs de la conjuration :

- La reconstruction du Conseil de la Révolution en substituant immédiatement les conseillers de la force aérienne par d'autres de la même arme avec l'objectif de donner la majorité absolue dans le Conseil de la Révolution, ce qui permettait le contrôle effectif du maximum d'organisations du pouvoir politico-militaire.

- A partir de là, remodeler les forces armées, une nouvelle assemblée du MFA, substitution des commandants des régions militaires et des commandants d'unités considérées comme proches de la ligne PCP.

- La chute du sixième gouvernement.

LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION RÉÉCRIT L'HISTOIRE

En effet, dans cette journée, seuls les parachutistes ont bougé, l'ensemble des autres

régiments «de gauche» restant, quelle que soit l'orientation politique qui y dominait, sur la défensive.

Ce qui écarte toute perspective de prise complète du pouvoir par un coup d'État, et implique au contraire cette idée de rééquilibrage de l'organe suprême du pouvoir.

Mais là s'arrête la vraisemblance du rapport, manifestement destiné à faire apparaître comme une vaste conjuration impliquant une grande variété de forces politiques et militaires, l'action des parachutistes de Tancos.

Ce rapport, qui veut trop prouver d'un côté, est étrangement muet d'un autre : comment les forces réactionnaires ont-elles pu l'emporter, face à une coalition apparemment aussi formidable ?

Si le 25 novembre, un groupe d'officiers de gauche, dont il reste à déterminer la composition exacte, a pris l'initiative de faire avancer les parachutistes, cette initiative a été isolée. Mais, en face, une opération soigneusement préparée aboutissait à la victoire de la majorité plus à droite du Conseil de la Révolution. Celle-ci a aujourd'hui de réécrire l'histoire.



25 novembre : la rage au cœur, la remise des armes à la droite.

DÉFAITE POUR MELO ANTUNES FACE A LA DROITE MILITAIRE

Les faits reprochés à Otelo dans le rapport, sont d'avoir soutenu la lutte des paras contre leur chef d'état-major. En fait plus que des faits précis, c'est l'attitude générale d'Otelo de soutien aux luttes des soldats et des travailleurs qui est mise en cause. Son arrestation dans la situation actuelle est une mesure politique, jusqu'à présent Melo Antunes avait tout fait pour éviter l'arrestation d'Otelo, lui proposant même un certain nombre de postes : tel adjoint du chef d'état-major des armées ou ambassadeur à Cuba, postes que Otelo avait refusé, il

s'était opposé à sa dégradation. Face à cette offensive de la droite militaire, Melo Antunes se tourne de plus en plus vers le PCP. Le voyage qu'il vient de faire dans les pays de l'Est (Hongrie et Tchécoslovaquie) pour développer les relations économiques entre ces pays et le Portugal a été bien accueilli par le PCP.

Les dernières propositions du Conseil de la Révolution pour l'établissement d'un pacte avec les partis était l'élection d'un président de la république en avril, au suffrage universel, avec seulement des militaires comme candidats. L'arrestation de Carvalho, c'est l'élimination d'un candidat possible. De plus, la droite veut tenter de

porter un coup au mouvement des masses en arrêtant un des hommes les plus populaires parmi les travailleurs. «Otelo en prison, c'est un peu comme si tout le mouvement populaire, depuis le 25 avril, était mis en prison».

Cette arrestation arrive en effet au moment où la classe ouvrière reprend l'offensive contre les mesures d'austérité du gouvernement après le week-end de lutte.

Une manifestation a lieu mercredi 21 à 18 h 30, à l'appel d'un certain nombre de commissions de travailleurs en particulier celle des transports aériens portugais et des CTT (postes)

TÉLÉVISION

CINÉMA

programme

VENDREDI 23 JANVIER

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES
- 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL, feuilleton.
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - AU THÉÂTRE CE SOIR: George et Margaret
- 22 h 35 - ARCANA: Edgar VARESE
- 23 h 30 - JOURNAL et fin.

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - feuilleton SIMPLICIUS SIMPLICISSIMUS
- 21 h 30 - APOSTROPHES. Pierre MENDES FRANCE
- 22 h 35 - CINÉ-CLUB SPÉCIAL Max LINDER SOYEZ MA FEMME & 7 ANS DE MALHEUR. JOURNAL et fin.

FR 3

- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE: Eclairages et Eclairages de France
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - VENDREDI: Service public: Suivez le bœuf
- 21 h 20 - LES DOSSIERS NOIRS: William Randolph Hearst
- 22 h 10 - JOURNAL et fin.

FR 3 nous invite à suivre le bœuf à partir de 20 h 30. Un représentant de l'union fédérale de la consommation affronte un représentant du syndicat de la boucherie. Trois sujets illustrés de reportages seront traités:

- les prix, pourquoi de tels écarts, pourquoi certains morceaux sont plus demandés.

- L'information des usagers: les trucages sur la qualité.

- Ce genre d'émissions qui prolifère cherche en général à nous convaincre qu'on peut très bien boucler son mois même avec un petit salaire, à condition de savoir acheter. Regrettons l'absence de paysans à l'émission pour nous dire à quel prix ils vendent la viande et pourquoi ils sont souvent contraints de livrer de la mauvaise qualité.

A 2 dans son ciné-club nous fait redécouvrir deux films de Max Linder, de la même veine que «L'Étroit mousquetaire». Du comique qui nous change des niaiseries habituelles de De Funès et compagnie.

Docteur Françoise Gaillard

• LES INFORTUNES DE LA HAUTE BOURGEOISIE

Devant le Rex, samedi dernier, une interminable file d'attente pour la projection du «Docteur Françoise Gaillard».

Signe évident que ce film, par le titre et le sujet, provoquait l'intérêt d'un large public, parce qu'il était censé aborder des problèmes importants pour la population: la santé, les soins donnés aux malades, le monde inquiétant, mystérieux de l'hôpital. Eh bien ! à la fin de la projection, les spectateurs manifestèrent par leurs exclamations ironiques ou leurs rires qu'ils ne marchaient pas, qu'ils n'étaient pas d'accord

avec cette «happy-end» qui arrivait brusquement, comme du chapeau d'un prestidigitateur.

Le réalisateur avait sans doute cru pouvoir brader facilement son produit cinématographique, grâce à l'utilisation des acteurs les plus cotés du moment et en particulier d'Annie Girardot. Et effectivement, le star-system joue à plein: la caméra s'approche dévotement des visages pour saisir les moindres tressaillements d'émotion, de joie, d'ironie, de peur d'une Girardot (qui est dans ce rôle une sorte de caricature d'elle-même) ou d'un François

Périer. Nous avons ainsi «le privilège» de voir, quasiment de toucher, «nos vedettes préférées».

Autre atout que l'équipe productrice avait mis dans son jeu, c'est le monde de la médecine; et, clou du film, le problème d'un mal réputé incurable, le cancer. Et, pour ne pas lésiner avec l'émotion, c'est la grande patronne elle-même, c'est-à-dire Annie Girardot, qui, après quelques quintes de toux très photographiques, est atteinte de ce mal effrayant ! Mais comme l'on pouvait s'y attendre dans ce genre de production, les problèmes réels de la santé et de l'hôpital - annoncés à l'affiche pour attirer le public - ne sont nullement traités, ni même vaguement abordés.

qui souffrent de ne pas vivre dans un vrai foyer.

Et tout au long du film on nous incite à nous attendrir sur les malheurs de ces gens qui vivent dans un luxe de milliardaire (ça rapporte gros la médecine !). Illustration de ce bon vieux proverbe: l'argent ne fait pas le bonheur. Aucune critique acerbe de ce milieu de corruption, de scandaleux privilèges; au contraire, la maladie de la mère va resserrer les liens familiaux et le spectateur est gratifié, en final, d'une émouvante embrassade, parents-enfants réconciliés, au chevet même de la future opérée!

Et l'hôpital ? Et les malades dans tout ce mélo, assaisonné d'ailleurs d'un vocabulaire très vert, de répliques bruta-

ultra-modernes. Et la caméra suit admirative et non point critique ces déambulations anodines des médecins, comme si c'était normal que ce soit cela la véritable fonction médicale.

On pourrait espérer que le problème du cancer est, lui, abordé de plus près. Il n'en est rien. Ce n'est qu'un prétexte à filmer de plus près le visage éploré, boursoufflé de larmes de la vedette.

Cette maladie l'amène-t-elle à remettre en question sa pratique médicale ? Ou a découvrir l'insuffisance des moyens dont dispose le médecin au niveau de la recherche et des soins, ainsi que la profonde inégalité sociale qui régit le monde de la santé !

Si nous nous sommes attendus sur ce film, c'est qu'il est caractéristique de la majeure partie de la production cinématographique actuelle. Devant un public de plus en plus difficile à bernier, le réalisateur doit en effet trouver des sujets liés aux problèmes des masses (et quel meilleur sujet que celui de la médecine !). Mais il n'a bien entendu, aucune intention de le traiter réellement. Quelques touches prétendues réalistes pour donner l'illusion et l'on détourne promptement le spectateur vers l'évasion classique: super-luxe, super-vedettes, super-drame.

Et par l'émotion que tente de provoquer le jeu des acteurs, on essaie de faire croire au spectateur du samedi soir que les riches ne sont pas du tout heureux en réalité et qu'en somme le malheur - comme tout le reste - plane mystérieusement au-dessus des classes.

Paule SACONNET.

sur Antenne 2

UN TÉMOIGNAGE SANS INTÉRÊT

Mercredi soir, J.M. Cavada recevait Jacques Dominati, député R.I., comme «grand témoin» de «C'est-à-dire». Cette fois, pas de «déclaration historique» à la manière de Marchais, mais la petite routine des appels du pied aux socialistes «gens sincères» (la présence du patron «de gauche» Trigano n'était sans doute pas fortuite...) et des coups de patte au PCF: l'abandon de la dictature du prolétariat serait «une manœuvre politique comme on en a vu des dizaines». Présenter le PCF comme dangerusement révolutionnaire, c'est de bonne guerre pour effrayer la clientèle électorale, bourgeoise et petite-bourgeoise que se disputent précisément Marchais et Dominati.

Sur le seul sujet le concernant directement, Dominati a convenu: «si les électeurs me font confiance, je conduirai les listes «Paris-Avenir» au

succès», mais après s'être quelque peu fait tirer l'oreille. Coquetterie bien inutile: il y a beau temps que les manœuvres du Conseil de Paris laissent prévoir ses ambitions.

Pour le reste (deux séquences sur le tourisme en Amazonie et sur le film «Emmanuelle II») nous noterons simplement la présence de Claudius-Petit, venu nous parler, maladroitement, de la pornographie au cinéma plutôt que de la grève des foyers Sonacotra dont il est PDG. Sur ces sujets, Dominati a brillé par sa discrétion et sa prudence, qualités fort recommandables dans le petit exercice de corde raide que constitue le métier de politicien bourgeois. Le présentateur n'avait disposé aucun obstacle sérieux sur le fil. D'où une émission bien terne.

Claude ANCHER.



Dans un hôpital en lutte... les grands patrons devant les panneaux des grévistes.

Dès les premières images en effet, le film navigue dans les eaux de la psychologie la plus éculée: cette femme-médecin, outre un amant, a une famille, un mari haut fonctionnaire, deux enfants

(nous sommes en régime libéral, que diable !). Nous avons droit à la traditionnelle visite du «grand patron», avec ses propos paternalistes distribués à chaque malade, cela dans des salles d'hôpital

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE

de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Le «Quotidien du peuple» a achevé hier la publication d'extraits du livre: «Liévin: Le mineur accuse». Ce livre sera édité et vendu dans quelques semaines. Nous tenons à remercier tous ceux qui ont contribué, par leurs témoignages, leurs informations, leurs connaissances, à la réalisation de ce livre: les familles des victimes de la catastrophe du 27 décembre 74 à Liévin, les sauveteurs, les mineurs en activité ou à la retraite, des syndicalistes CGT et CFDT du sous-sol.

Ces contributions permettent d'informer notre peuple sur la réalité souvent méconnue des conditions d'existence dans les corons, sur le caractère impitoyable de l'explo-

tation imposée par les Houillères. Ces multiples contributions des travailleurs du sous-sol et de leurs familles rappellent que la corporation minière n'est pas morte et que, riche d'une très grande tradition de luttes anti-capitalistes, elle est capable d'apporter une importante participation à la révolution socialiste en France. Plusieurs chapitres n'ont pas été publiés dans le «Quotidien du Peuple», notamment celui montrant, faits à l'appui, pourquoi la mine n'est pas périmee en France, celui aussi qui relate les travaux de la commission populaire d'enquête: comment pas à pas, les mineurs ont pu faire la lumière sur les véritables causes, les véritables mécanismes qui ont conduit à l'une

des plus grandes catastrophes minières, le 27 décembre 74. Vous trouverez cela dans le livre prochainement édité. Nous demandons à chaque lecteur du «Quotidien du Peuple» de contribuer aussi à ce livre, dans les semaines à venir, précédant sa parution, en adressant à Jean-Paul Gay et Guy Mory, à la boîte postale du Quotidien:

- vos critiques, vos remarques, sur le fond et le style des extraits parus,
- vos témoignages, vos informations, si vous êtes mineurs ou si vous connaissez les problèmes de la mine, et qui pourraient enrichir le livre.

Jean Paul GAY & Guy MORY

Demain notre nouveau feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

D'EDGARD SNOW aux éditions STOCK

«Qui étaient ces guerriers qui avaient combattu si longtemps, si farouchement (...). Qu'est-ce qui les faisait combattre de la sorte ? Qu'est-ce qui les soutenait ? Quelle était la base révolutionnaire de leur mouvement ? Quels étaient les espoirs, les buts et les rêves qui avaient fait d'eux des combattants d'une opiniâtreté invraisemblable (...).»

A quoi ressemblait un soviet chinois ? Les paysans le soutenaient-ils ? Comment les Rouges s'habillaient-ils, mangeaient-ils, s'amusaient-ils, aimaient-ils, travaillaient-ils ?

Voilà autant de questions auxquelles Edgar Snow décide de répondre en juin 1936, il part pour enquêter dans les territoires libérés par l'armée rouge. A pied, au côté des soldats et des paysans chinois, il fera «la longue marche», «Mon livre est partisan» dit Edgar Snow lorsqu'il achève «Etoile rouge sur la Chine». Et pourtant en 36 lorsqu'il rencontra pour la première fois les camarades Chou En Lai et Mao Tsé Toung, il n'est pas communiste. Sa recherche de la vérité, l'attention scrupuleuse qu'il a à observer la vie du peuple chinois font du même coup qu'aujourd'hui «Etoile rouge sur la Chine» est un témoignage dont la richesse est inégalée. C'est celui d'un ami de la Chine, du premier occidental à se rendre aux côtés du peuple chinois en armes.

LA VIE DU JOURNAL

DANS NOTRE COURRIER

**DÉVENEZ
CORRESPONDANT
DU JOURNAL**
Envoyez chaque jour, vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

réponse à la lettre d'un lecteur sur l'article à propos de la sélection en médecine

Le premier point abordé dans cette lettre pose le problème de l'importance des maths dans la sélection par le concours de première année en médecine. C'est souvent ce que les étudiants ressentent : «c'est les maths qui «font» la sélection, et en plus c'est inutile !». Or dans l'approfondissement de notre recherche sur le comment de la sélection, il nous est apparu que loin d'être un élément dominant de cette sélection, les maths

étaient un facteur secondaire des causes d'échecs par rapport à l'anatomie et l'histologie. (cf. article du QdP). Quant à son utilité pour le médecin, cette matière étant apprise complètement coupée de toute application pratique, elle sert plus à imprimer un vernis scientifique chez l'étudiant en médecine qui, l'aide véritablement à comprendre le malade et la maladie, mais c'est une question à approfondir.

ne est au service du peuple (Canada, Angleterre, Allemagne...) et d'autre part cette variation tient à des facteurs historiques et économiques spécifiques précis dans chacun de ces pays : luttes de masses importantes sur le problème de la santé, stade de développement de l'impérialisme dans ces pays (il serait d'ailleurs intéressant de faire une enquête sur ces points)

En conclusion s'il est important de faire une critique approfondie des études médicales (et les points à approfondir ne manquent pas) il est non moins important que cette critique soit liée à un certain nombre de propositions posant le problème de se lier à la classe ouvrière, «servir le peuple», en faisant des enquêtes sur la santé des masses, en les aidant dans leurs luttes (en liaison avec le Clisact par exemple) en luttant dès aujourd'hui contre la formation qu'on nous donne tout en sachant que seule la révolution et l'instauration du socialisme permettront de construire une médecine qui soit réellement au service du peuple. C'est l'objectif que nous nous sommes donnés dans la brochure que notre groupe doit sortir fin janvier ; critique globale des études de médecine, base de discussion et d'enrichissement et propositions concrètes d'action. Que tous les lecteurs intéressés écrivent au journal.

Un groupe d'étudiants lecteurs du Quotidien.

le respect et l'hommage des ouvriers de la CFEM-FOS envers le camarade Chou En Lai

Camarades du Quotidien nous vous envoyons une correspondance qui montre que l'attachement du Camarade Chou En Lai à une juste ligne Marxiste-Léniniste qui lui a valu le respect et l'hommage des ouvriers de la CFEM Fos.

C'est une lettre signée par des ouvriers de l'usine à l'initiative de la cellule du PCR(ml) et envoyée au président Mao et au Comité Central du Parti Communiste Chinois. «Travailleurs à la CFEM Fos, nous nous associons à la douleur du PCC, et du peuple chinois pour la perte que représente le camarade Chou En Lai sur le chemin de l'édification de la dictature du Proletariat en Chine populaire. Il contribua en France à organiser le PCC dans l'immigration chinoise en relation avec le prolétariat de «La Commune de Paris», la classe ouvrière de France. Il fut un exemple de Communiste qui lutta jusqu'aux derniers instants de sa vie pour la classe ouvrière et le peuple chinois.

Il fut aux premières lignes du combat contre la dégénérescence de l'URSS après la mort de Joseph Staline, ainsi que contre le révisionnisme au sein du PCC.

Par le rôle qu'il joua pendant la Grande Révolution Culturelle et pour le développement du

mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius, il montra aux ouvriers de France et du monde entier que la dégénérescence de l'URSS n'est pas fatale, que le renforcement de la Dictature du Proletariat c'est l'avenir des peuples.

Il est une chose que nous n'oublierons pas, c'est sa contribution à la lutte contre l'hégémonie des deux superpuissances pour la paix dans le monde, le renforcement de l'union des forces révolutionnaires des peuples du monde.

Pour la cellule CFEM du PCR(ml) et les travailleurs de notre usine qui s'associent à cette lettre. La vie de lutte du Camarade Chou En Lai restera un exemple dont nous saurons nous inspirer.

Recevez Camarades le message de notre émotion ainsi que la ferme confiance que la classe ouvrière et le peuple chinois se souderont toujours plus avec le Parti Communiste Chinois pour l'application intégrale de la Dictature du Proletariat.

Oui la Chine restera rouge !

Vive l'Internationalisme prolétarien !

COMMENT EST DÉCIDIÉE LA SÉLECTION

Le deuxième point aborde un problème plus capital c'est la question de comment est décidée la sélection ? le nombre de médecins nécessaire à un moment donné dans un pays capitaliste.

Lors de nos discussions, nous avons vu comment le médecin dans la société capitaliste a un rôle économique qui est de réparer la force de travail (soigner les travailleurs pour qu'ils se remettent au plus tôt à

bosses). Il est donc nécessaire de former un nombre de médecins qui puissent assumer ce rôle. Cependant, dans un but évident de rentabilité capitaliste, on n'en forme pas plus que le minimum nécessaire, car former un médecin coûte cher. Cette politique de sélection numérique est favorisée (et non déterminée) par le désir de nombreux médecins (représentés par le conseil de l'ordre) de conserver leurs privilèges (revenus et statut social).

UN CALCUL FALLACIEUX

Le prétexte donné à cette sélection est que le nombre d'étudiants admis est calculé à partir du nombre de lits d'hôpitaux. En fait ce calcul est fallacieux, il y a en fait plus de lits qu'on ne le prétend, et les externes ont fréquemment la charge d'un nombre excessif de malades. De plus il existe des disparités entre le nombre de médecins formés par habitants

dans les différents pays capitalistes :
- la façon de calculer le nombre de médecins nécessaires part du même principe économique capitaliste fondamental,
- s'il existe une variation dans le nombre des médecins, celle-ci n'est pas significative d'une médecine qualitativement différente. Ce n'est pas parce qu'il y a plus de médecins que la médecine

réunion à Montreuil du cercle de lecteurs

Ce qui les a frappés, c'est l'article sur la municipalité révisionniste de Montreuil : «une façon capitale pour dénoncer les révisionnistes dans la vie de tous les jours». Du même coup, le débat passe à la question de savoir si le journal est convaincant, attrayant, si politiquement il atteint son but. Le point de vue qui se dégage alors est de dire que souvent nos explications politiques ne sont pas démontrées dans la vie. Ex : «On parle de la révolte, mais on ne la montre pas assez à travers les jeunes et leurs problèmes, les femmes, etc...» Un des lecteurs qui travaille dans un foyer, qui fait de l'alphabétisation trouve que sur les foyers Sonacotra, on aurait pu en dire plus... et mieux... Tous sont unanimes pour dire que la formule débat est excellente, mais deux critiques sont apportées. Tout d'abord, à propos de l'Espagne et des organi-

sations. La présentation des organisations faite l'une après l'autre, ne s'est pas conclue par un article de synthèse : «On ne savait pas tellement quoi penser ou plus exactement, nous n'avions pas les moyens de nous faire une opinion...» dira une lectrice.

Autre critique qui porte sur le défaut inverse. A propos de l'Angola, pas mal de lecteurs ont écrit. Il était clair qu'il fallait expliquer la position du journal. «Là, dira une autre lectrice, vous n'avez pas ouvert le débat» et pourtant le journal veut combattre les idées fausses.

«Pour être convaincant, dira une lectrice qui travaille à Phonogram, il faut donner des choses vraies et qui portent ; par exemple pour l'affaire Hazan : moi, je travaille là-dedans, j'aurais pu témoigner».

la lettre des camarades d'Orléans du N° 83 m'amène à faire les remarques suivantes

Je pense qu'il manque d'explications sur le P«S», sur le réformisme. Il faut dénoncer clairement, exemples concrets à l'appui le caractère nettement bourgeois de ce parti de patrons. Il ne faut pas se masquer la réalité, le P«S» arrive à récupérer des travailleurs mécontents des méthodes sociales-fascistes de militants du P«C»F. (...) Je suis d'accord avec les camarades d'Orléans pour dire qu'il faut éviter les fins d'articles triomphalistes quand la démonstration concrète n'a pas été faite.

Faites attention quand vous faites des articles sur des «vieilles affaires» comme l'affaire Markovic : le lecteur qui tombe là dessus n'a pas ou n'a plus les données réelles de l'affaire, ce qui fait que l'article lui est

incompréhensible. Alors dans ces cas, faites un rappel historique précis. (...) Je suis conscient qu'il faudra augmenter la surface de pagination du QdP pour pouvoir affirmer notre journal plus fermement. Je suis d'accord pour un plus grand format. Il permettra de mieux l'affirmer dans les kiosques, de permettre une meilleure aération des articles.

Ma lettre peut paraître un peu critique par rapport au Quotidien, mais c'est la condition de son amélioration pour qu'il devienne vraiment le Quotidien du Peuple. Il est sur la bonne voie, continuons le combat collectivement, nous vaincrons.

B.F. TONNERRE.

communiqués

CLUB DE CRÉTEIL
L'ASSOCIATION DES AMITIÉS
FRANCO-CHINOISES
présentent
IMAGES DE LA CHINE

EXPOSITION : Gravures contemporaines montées sur rouleaux de soie - collection philatélique.

OUVERTURE DU VENDREDI 23
AU SAMEDI 31 JANVIER
DE 9 h A 22 h
VERNISSAGE LE
SAMEDI 24 JANVIER (15 h)

SOIRÉE DÉBAT
Projection de diapositives
Témoignage de 3 cristoliens de retour de République Populaire de Chine.
SAMEDI 7 FEVRIER 21 h

Club de Créteil - Quartier de la Croix des mèches.
tél : 899 75 40 & 899 81 40
métro : Créteil-Université.

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

**SOUTIEN FINANCIER
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

INTERNATIONAL

**BREJNEV A
KISSINGER "Pour l'ANGOLA,
voyez votre conseiller"**

«Je n'ai rien à dire sur l'Angola ; l'Angola n'est pas mon pays» dit Brejnev au cours d'une conférence de presse commune. «Il en sera discuté sûrement» dit Kissinger. «Vous en discuterez avec Sonnenfeldt» (qui est le conseiller de Kissinger), répond Brejnev et se tournant vers les journalistes : «Cela assurera un complet accord. Je ne l'ai jamais vu en désaccord avec Sonnenfeldt».

On voit le ton qui a présidé aux débuts de la visite de Kissinger à Moscou où il doit discuter de la limitation des armes stratégiques (SALT). La détente est bien mal en point et la rivalité domine. En Angola d'abord où les armes soviétiques arrivent par trains entiers pour alimenter les offensives du MPLA, où les forces du MPLA saisissent des tonnes d'armes américaines que les troupes du FNLA abandonnent dans leur retraite. C'est partout que l'URSS saisit toutes les occasions pour supplanter les Etats-Unis. Tous les accords qu'ils ont passés dans les dernières années, qui constituaient l'ossature de la détente à l'abri de laquelle l'URSS gagnait du terrain sur les Etats-Unis, perdent de leur valeur. Là où l'URSS veut avancer militairement, elle refuse la discussion, là où elle veut pour l'instant avancer par la négociation, en Europe, elle recherche la discussion. «Nous discuterons de la limitation des armements stratégiques, et de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe». En réponse Kissinger réaffirme les menaces américaines «Au cours des dernières semaines nous sommes

trouvés en opposition sur des questions importantes concernant la sécurité et la paix internationale... les grandes puissances ne peuvent pas accepter longtemps une diminution de leur sécurité ou la menace de leurs intérêts...

les USA préparent une guerre.

Hier, Brejnev a réuni le Bureau Politique pour lui présenter l'état des discussions. Selon les deux délégations un compromis aurait été élaboré sur proposition américaine. Comme les Etats-Unis et l'URSS n'arrivent pas à s'entendre sur les nouvelles armes, le missile US Cruise et le bombardier soviétique Backfire, ils les ont purement éliminés de

autorisaient américains et soviétiques à s'équiper de 1 320 missiles à têtes multiples, qu'ils étaient loin de posséder l'un et l'autre. Si l'esprit de la détente disparaît, ce qui en faisait l'essentiel, la course aux armements apparaît au grand jour.

C'est ainsi qu'hier Ford a présenté son budget de 1976 : 101 milliards de dollars pour l'armement, plus du quart du budget. Ils sont destinés en priorité à



tôt ou tard, elles cherchent une compensation... C'est précisément cette réaction en chaîne qui a conduit dans le passé à des catastrophes et qui doit être brisée si l'on ne veut pas répéter les désastres de l'histoire.

Autrement dit, tous les rapports entre l'URSS et

négociation en ne les considérant pas comme des armements stratégiques (à longue portée), alors que l'un et l'autre ont une portée réelle de 2 000 km et plus ! La proposition revient à avaliser les accords de Vladivostok, réalisés entre Brejnev et Ford en décembre 1974. Ceux-ci

financer de vastes projets d'armements. Les Etats-Unis cherchent à suivre l'effort de guerre soviétique qui est en partie responsable de la crise économique en URSS, par la part énorme qu'il prend dans le budget.

Grégoire CARRAT

**Iran :
les 10 condamnations
à mort sont confirmées !**

Nous venons d'apprendre que le tribunal militaire d'appel qui a jugé ces derniers jours les patriotes et révolutionnaires iraniens condamnés à mort le 31 décembre 75 a confirmé la sentence. Il est même probable que certains d'entre eux ont déjà été exécutés. Malgré une mobilisation internationale de masse, le Chah fasciste poursuit sa politique meurtrière de répression. Nous appelons tous les révolutionnaires, les progressistes de notre pays à se mobiliser pour empêcher l'exécution de la sentence. Chah fasciste, assassin !

En bref

**la politique extérieure
de la France
contre le Tiers Monde**

Dans une dépêche, Algérie Presse Service publie un «commentaire autorisé» consacré à la politique extérieure française, dont nous publions des extraits.

«La conjoncture actuelle (en Méditerranée) et les prises de position anti-algériennes de Paris ne sont que des indices révélateurs de la nature réelle de la politique méditerranéenne de la France. (...)

«La visite du président Giscard d'Estaing et les promesses de rapports meilleurs n'ont été que des opérations tactiques destinées à crédibiliser la politique extérieure de la France, au moment où celle-ci tentait, avec difficulté, de confirmer son destin mondial, et surtout lorsque la situation économique interne lui imposait un déploiement

politique dans le monde arabe pétrolier.

«Sahara Occidental, Angola, Liban et Moyen-Orient, Djibouti ou sécession de Mayotte, la politique extérieure actuelle de la France a orienté «tous azimuts» ses batteries contre le Tiers-Monde, à travers son aile progressiste, tout en essayant au maximum de profiter du crédit sérieux accumulé dix années durant par l'orientation extérieure de la politique gaulliste.

Faisant peu de cas des intérêts fondamentaux du peuple de France, le gouvernement réactionnaire de Paris s'aligne de plus en plus, et serions-nous tentés de dire «de mieux en mieux», sur les positions de l'impérialisme américain dont il défend avec un zèle incroyable les points de vue, même les plus discutables».

**Chirac en Inde :
commerce et politique**

Comme la plupart des voyages des dirigeants français dans les pays du Tiers Monde, la visite de Chirac en Inde commencée hier, se présente comme un moyen de remplir les carnets de commandes. Segard, alors ministre du commerce extérieur l'avait précédé il y a un mois. Des commandes d'Air Bus et peut-être de Mercure sont attendues, des possibilités de vente de matériel téléphonique avaient été envisagées : un crédit ouvert depuis trois ans pour ces achats n'a pas encore été utilisé par l'Inde. Malgré de tels retards, l'Inde reste le premier client de la France parmi les pays d'Asie en voie de développement ; le capital français investi en Inde représente 3 % du total du capital étranger. C'est dire la faiblesse des positions françaises face à ses puissants rivaux, les USA, l'URSS, le Japon et même l'Allemagne de l'Ouest et l'Angleterre, non seulement en Inde mais dans toute l'Asie. En Inde, elle se retrouve au sixième rang parmi les fournisseurs de technologie.

«Nous espérons qu'il y aura de plus grands échanges de connaissances dans le domaine de la science nucléaire» a déclaré I. Gandhi.

La vente de matériel nucléaire et les contrats de coopération dans ce domaine sont une des bases de la présence française. Mais le développement des échanges en ce domaine rencontre des limites politiques malgré les désirs de l'Inde : ni le Pakistan, ni de nombreux pays d'Asie n'accepteraient que la collaboration de la France, déjà importante, aux préparatifs guerriers d'Indira Gandhi, se développe. C'est pourquoi Chirac qui veut aussi faire du commerce au Pakistan, a refusé de visiter les usines nucléaires faites avec de la technologie française : on peut assassiner pourvu qu'on ne le sache pas, telle pourrait être l'une des devises du gouvernement français.

Notre gouvernement n'est décidément pas regardant sur ses relations : Chirac est le premier chef de gouvernement occidental à se rendre en Inde depuis que l'état d'exception a été proclamé dans le pays.

ESPAGNE : après la manifestation de mardi

SOLIDARITÉ NÉCESSAIRE AUX GRÈVES

Dans la capitale espagnole, on commence à évaluer avec plus de précision le nombre de participants à la grande manifestation de mardi ; d'ores et déjà, on avance le chiffre minimum de 30 000. Les représentants des divers partis et groupes ont réussi à manifester, suivi d'une foule de plusieurs milliers de personnes, de la place de Colon à Cibeles, de Cibeles à la rue d'Alcala et de là à la Gran Via, c'est-à-dire dans le centre de Madrid, aux cris de «Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte», «amnistie, liberté»... Alors que la manifestation a été très durement réprimée, y compris avec des balles de caoutchouc, le comité coordinateur de la Junte et de la Plate-Forme de Convergence persiste à envisager d'autres rassemblements où «pourront participer légalement des centaines de milliers de manifestants».

A Madrid, si le bâtiment a repris après avoir obtenu satisfaction sur les salaires, en revanche, dans la métallurgie, de nombreuses usines refusent de reprendre le travail tant que le paiement des jours de grève et la réintégration de tous les travailleurs sans sanction soient garantis. C'est le cas dans la zone de Getafe, de Leganes, à la Standard où la direction envisage de convoquer les travailleurs un par un pour éviter les concentrations, le premier jour. C'est également le cas chez Pegaso où une assemblée de 5 000 ouvriers a été dispersée hier par la Garde Civile, et chez Chrysler, où les assemblées se poursuivent : jeudi, les travailleurs pensent se rendre

massivement devant le tribunal du travail où seront jugés deux de leurs camarades.

Dans le contexte actuel, où certaines grèves durent depuis parfois un mois, la question de la solidarité revêt une grande importance, souligne-t-on depuis Madrid. 6 000 travailleurs se sont réunis pour définir une plate-forme commune dans laquelle ils dénoncent la militarisation de leurs camarades des postes et des chemins de fer. A l'université centrale de Madrid, et à l'université Polytechnique, des assemblées et des collectes ont eu lieu. Les travailleurs de la zone de Getafe ont calculé qu'ils auraient besoin de 2 millions de pesetas par jour minimum

pour continuer la lutte, au lieu des 8 millions que représentent les salaires. Les travailleurs des wagons-lits, toujours en grève, sont venus à Paris, dans ce but.

D'autre part, à Madrid, les postes d'essence commencent à poser leurs revendications, et dans le secteur des services, la grève et les actions s'étendent : à l'hôtel de la monnaie, dans la banque, parmi les fonctionnaires du ministère des travaux publics.

Dans le reste de l'Espagne, les mots d'ordre de grève générale font tâche d'huile : à Valence, la grève générale du bâtiment continue et s'est étendue à l'usine Ford d'Almusafe (1 700 ouvriers) ; dans les Asturies, 12 000 mineurs ont été mis à pied jusqu'au 1^{er} février dans le bassin de Hunosa et la grève s'étend aux entreprises privées. En Catalogne, la grève est totale dans le Baix Logrebat. C'est maintenant à Saragosse que la grève prend de l'ampleur : environ 10 000 ouvriers sont en grève dans la métallurgie, des arrêts partiels ont eu lieu dans le bâtiment et le textile où une grève générale est envisagée.

ANGOLA

En Angola, les combats se poursuivent sur les trois fronts : le MPLA renforce sa pression sur la ville-clé de Luso, qui contrôle le chemin de fer de Benguela. Des tanks soviétiques T-54 et des canons de 100 mm ont fait leur apparition et l'on apprend qu'au cours des deux dernières semaines, un pont aérien soviétique a transporté deux cents hommes par jour. Les forces cubaines seraient aujourd'hui au nombre de 10 500.

Cependant l'avance rapide du MPLA, la semaine dernière, semble aujourd'hui piétiner et l'on s'oriente vers une guerre prolongée. En effet, dans le sud, dans la région de Texeira de Sousa, le FNLA progresse, appuyé par les bombardements de l'armée zaïroise. Il aurait même réussi à bloquer l'avance cubaine, au nord ; et au centre, l'aviation sud-africaine intervient également pour le soutenir. D'autre part, un rapport officiel américain déclare que la CIA a versé bien plus que les 31 millions de dollars avoués par Ford au congrès.

Le voyage à Moscou, au moment même où Kissinger s'y trouve, du ministre des affaires étrangères de la République Populaire d'Angola, M. Dos Santos, montre clairement que l'Angola est aujourd'hui un des enjeux de la rivalité soviéto-américaine.